

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2005 — 926

[C — 2005/35420]

18 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 1996 réglant le fonctionnement et la gestion du "Vlaams Landbouwinvesteringsfonds" (Fonds flamand d'Investissement agricole)

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 22 décembre 1993 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1994, notamment l'article 12, § 3, remplacé par le décret du 24 décembre 2004, et § 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 1996 réglant le fonctionnement et la gestion du "Vlaams Landbouwinvesteringsfonds", modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand des 30 mars 2001;

Considérant que la Commission européenne subordonne l'octroi d'aides à charge du "Vlaams Landbouwinvesteringsfonds" de la levée du caractère discrétionnaire prévu à l'article 13 de l'arrêté sur le fonctionnement de ce Fonds en vue de la réalisation du marché unique européen et de l'accès des banques étrangères au secteur des services en Flandre;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 29 juillet 2004;

Vu l'avis n° 38.028/3 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 1996 réglant le fonctionnement et la gestion du "Vlaams Landbouwinvesteringsfonds", les §§ 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 3. L'octroi de la garantie du Fonds est subordonné au paiement d'une contribution visée à l'article 8 du décret du 7 mai 2004 contenant des dispositions relatives à la gestion de la trésorerie, de la dette et de la garantie de la Communauté flamande et de la Région flamande. »

« § 4. Par dérogation à l'article 8 du décret du 7 mai 2004 contenant des dispositions relatives à la gestion de la trésorerie, de la dette et de la garantie de la Communauté flamande et de la Région flamande, la contribution est versée sur un compte ouvert à cet effet par le Fonds dans les 60 jours de la notification à l'organisme de crédit de l'octroi de la garantie du Fonds. »

Art. 2. Dans l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 1996 réglant le fonctionnement et la gestion du "Vlaams Landbouwinvesteringsfonds", les §§ 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Les organismes de crédit qui répondent aux dispositions de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, sont agréés. »

« § 3. Les organismes de crédit adressent leur demande d'agrément par lettre recommandée au Ministre chargé de la politique agricole. »

Art. 3. Le Ministre flamand qui a la Politique agricole dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 mars 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Réformes institutionnelles,
de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Y. LETERME

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 927

[2005/200894]

18 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement du 18 février 2005,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale est supprimé et remplacé par l'article suivant :

"Art. 3. Le comité d'accompagnement est constitué :

- 1° d'un représentant de la Ministre-Présidente qui assure la présidence;
- 2° d'un représentant du Ministre chargé de l'Enseignement obligatoire;
- 3° d'un représentant du Ministre chargé de l'Enseignement de Promotion sociale;
- 4° d'un représentant du Ministre chargé de l'informatique administrative;
- 5° de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son délégué;
- 6° du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de son délégué;
- 7° du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou de son délégué;
- 8° du fonctionnaire responsable du Service général du pilotage du système éducatif ou de son délégué;
- 9° de l'Administrateur général de l'ETNIC (Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française) ou de son délégué;
- 10° du fonctionnaire dirigeant de l'IFC (Institut de la Formation en cours de carrière) ou de son délégué;

Font également partie du comité d'accompagnement, à titre d'observateurs :

- un représentant désigné par le Gouvernement de la Région wallonne;
- un représentant désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- un représentant du Ministre de la Communauté française chargé de l'Enseignement supérieur lorsque ce Ministre n'est pas également chargé des compétences visées aux 2° et 3°.

Le comité d'accompagnement peut inviter, à titre d'expert, toute personne ou organisation qu'il juge utile à l'exécution de ses missions.

Le président du comité d'accompagnement peut se faire assister par un secrétaire."

Art. 2. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 précité est supprimé et remplacé par l'article suivant :

"Art. 6. Le comité de suivi est constitué :

- 1° de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son délégué, qui assure la présidence;
- 2° du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de son délégué;
- 3° du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou de son délégué;
- 4° du fonctionnaire responsable du Service général du pilotage et du système éducatif ou de son délégué;
- 5° de l'Administrateur général de l'ETNIC (Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française) ou de son délégué;
- 6° du fonctionnaire dirigeant de l'IFC (Institut de la Formation en cours de carrière) ou de son délégué;
- 7° de 6 inspecteurs désignés par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, à savoir :
 - a) un inspecteur pour l'Enseignement fondamental;
 - b) un inspecteur l'Enseignement secondaire;
 - c) un inspecteur pour l'Enseignement spécialisé;
 - d) un inspecteur coordonnateur de l'Enseignement supérieur hors universités;
 - e) un inspecteur pour l'Enseignement à distance;
 - f) un inspecteur pour l'Enseignement de Promotion sociale.

Le comité de suivi peut inviter, à titre d'expert, toute personne ou organisation qu'il juge utile à l'exécution de ses missions.

Le président du comité de suivi peut se faire assister par son secrétaire."

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au plan stratégique en matière d'intégration des TIC dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 5. La Ministre-Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 février 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre chargée de l'Enseignement obligatoire et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 927

[2005/200894]

18 FEBRUARI 2005. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 tot oprichting van het Overheidsbedrijf voor de nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Présidente;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 februari 2005,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven en vervangen als volgt :

"Art. 3. Het begeleidingscomité is samengesteld uit :

1° één vertegenwoordiger van de Minister-Présidente, optredend als voorzitter van het comité;

2° één vertegenwoordiger van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs;

3° één vertegenwoordiger van de Minister belast met het Onderwijs voor sociale promotie;

4° één vertegenwoordiger van de Minister belast met de Administratieve Informatica;

5° de Administrateur-generaal van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde;

6° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde;

7° de Directeur-generaal van de Algemene Directie van het niet-verplicht Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde;

8° de ambtenaar bevoegd voor de Algemene Dienst Sturing van het onderwijssysteem of diens afgevaardigde;

9° de Administrateur-generaal van het "ETNIC" (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) of diens afgevaardigde;

10° de leidend ambtenaar van het "IFC" (het Instituut voor de Opleiding tijdens de loopbaan) of diens afgevaardigde;

Zetelen eveneens in het begeleidingscomité, als waarnemer :

— een vertegenwoordiger aangesteld door de Regering van het Waalse Gewest;

— een vertegenwoordiger aangesteld door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap belast met het Hoger Onderwijs wanneer deze Minister ook niet belast is met de bevoegdheden bedoeld in 2° en 3°.

Het begeleidingscomité kan elke persoon of organisatie als expert uitnodigen die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn opdrachten.

De voorzitter van het begeleidingscomité kan zich laten bijstaan door een secretaris”.

Art. 2. Artikel 6 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 wordt opgeheven en vervangen als volgt :

”Art. 6. Het opvolgingscomité is samengesteld uit :

1° de Administrateur-generaal van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde, optredend als voorzitter van het comité;

2° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde;

3° de Directeur-generaal van de Algemene Directie van het niet-verplicht Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde;

4° de ambtenaar bevoegd voor de Algemene Dienst Sturing van het onderwijssysteem of diens afgevaardigde;

5° de Administrateur-generaal van het "ETNIC" (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) of diens afgevaardigde;

6° de leidend ambtenaar van het "IFC" (het Instituut voor de Opleiding tijdens de loopbaan) of diens afgevaardigde;

7° 6 inspecteurs aangesteld door de Administrateur-generaal van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek, met name :

- a) één inspecteur voor het Basisonderwijs;
- b) één inspecteur voor het Secundair Onderwijs;
- c) één inspecteur voor het Gespecialiseerd Onderwijs;
- d) één inspecteur-coördinator van het Hoger Onderwijs buiten de universiteit;
- e) één inspecteur voor het Afstandsonderwijs;
- f) één inspecteur voor het Onderwijs voor sociale promotie.

Het opvolgingscomité kan elke persoon of organisatie als expert uitnodigen die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn opdrachten. De voorzitter van het opvolgingscomité kan zich laten bijstaan door een secretaris. »

Art. 3. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 5. De Minister-Presidente wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 februari 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 928

[2005/200963]

22 MARS 2005. — Arrêté ministériel approuvant les directives comptables du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie applicables aux régies des quartiers

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 179 et 191;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif aux organismes de logement à finalité sociale, notamment l'article 5, § 1^{er}, 3°;

Vu la proposition du 13 décembre 2004 du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie relative aux directives comptables du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie applicables aux régies des quartiers,

Arrête :

Article unique. Les directives comptables du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie relatives aux régies des quartiers, telles que figurant en annexe, sont approuvées.

Namur, le 22 mars 2005.

A. ANTOINE